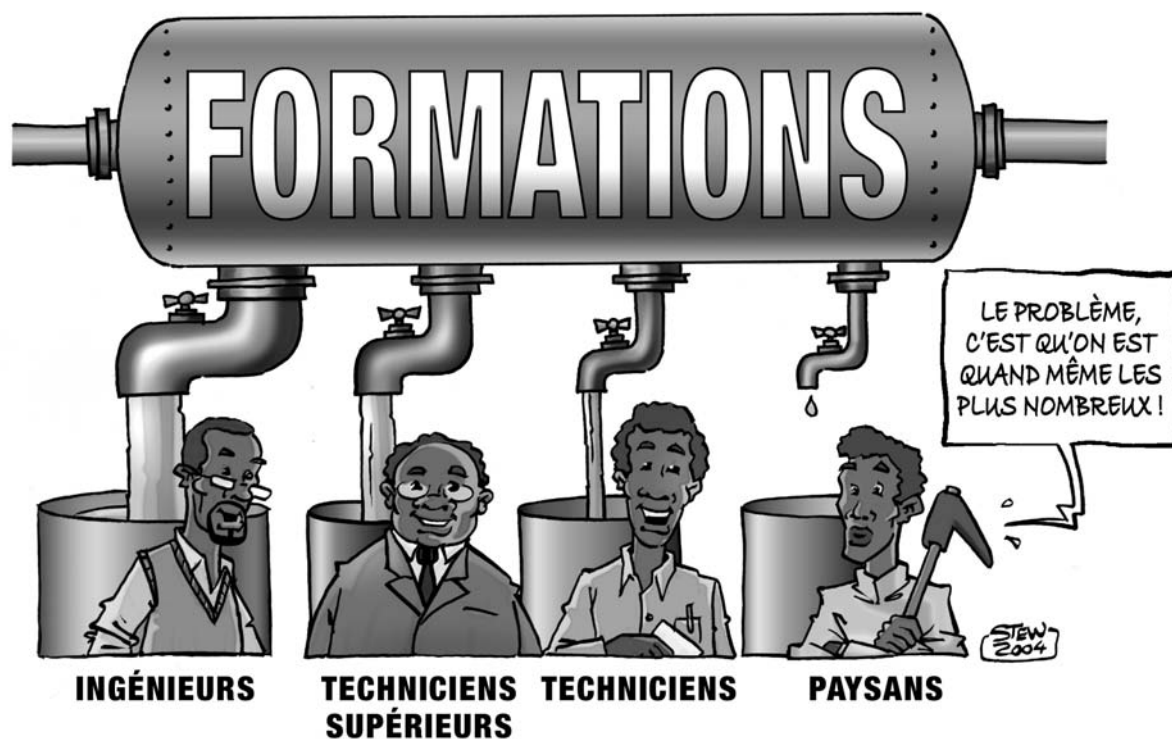


# Dégradation du système de formation « moderne », aujourd'hui dans l'impasse

Extrait de la synthèse d'un texte de Pierre Debouvry\* réalisée par D. P. et L. B.



**P**ierre Debouvry décrit très bien la situation actuelle des trois segments stratégiques du système de formation rurale dans les pays d'Afrique subsaharienne : les enseignements supérieur, technique et professionnel bénéficient de développements et d'appuis disproportionnés. Ils sont désarticulés et constituent un ensemble très déséquilibré répondant peu aux besoins.

## Un enseignement supérieur favorisé, mais parfaitement inadapté

La crise des années 1980 mettait en évidence le fait que nombreux États africains ne pouvaient plus recruter systématiquement tous les diplômés de l'enseignement supérieur. Cependant, après une période de quasi-arrêt, les écoles ont, en règle générale, retrouvé, voire amplifié, les flux d'avant la crise.

L'enseignement supérieur tourne à nouveau à plein régime sur la base des mêmes programmes. Il contribue à « caser les bacheliers dans le supérieur » mais n'a guère de perspectives sur ses finalités : cette situation paraît plus être une réponse à la question récurrente du placement des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur que d'une demande potentielle des employeurs.

L'enseignement supérieur est la plupart du temps totalement « inadapté aux réalités du développement agricole à partir d'un tissu d'exploitations paysannes ».

## Un enseignement technique toujours en crise, à la reconversion difficile

Correspondant à un public moins sensible politiquement, l'enseignement technique voit ses moyens stagner ou régresser. Il ne forme plus officiellement des fonctionnaires et doit préparer aux métiers ruraux : autrement dit, il doit passer de la formation de fonctionnaires à la formation de jeunes pour l'auto-emploi en milieu rural. Ses tentatives de reconversion dans la formation de producteurs connaissent plus ou moins de succès, mais rencontrent surtout d'importantes difficultés liées notamment à l'absence de compétences en la matière :

- le corps enseignant est constitué de professionnels détachés par la fonction publique, ayant reçu une formation de fonctionnaires de l'agriculture et non une formation pédagogique ;

- le dispositif est hérité d'un enseignement mené par approche disciplinaire (succession de disciplines sans liaison entre elles) et connaît de grandes difficultés à rénover ces programmes. Le manque de connaissances sur les pratiques et savoirs paysans représente un autre obstacle ;

- l'absence de relations avec le milieu professionnel environnant et les autres écoles constitue un autre handicap à la rénovation.

De plus, la « défonctionnarisation » des débouchés reste difficilement acceptée dans les faits par les candidats, qui reven-



- diquent toujours à leur sortie leur intégration dans la fonction publique.

Au bilan, ces formations techniques peu soutenues par l'État rencontrent de grandes difficultés à assumer leur reconversion. Elles gardent des contenus d'enseignement trop théoriques, et de trop nombreux techniciens issus de ces formations pratiquent toujours un discours normatif portant sur un nombre très limité de productions.

Une note positive cependant : la remise en cause des écoles techniques spécialisées par secteurs d'activité (agriculture, élevage, eaux et forêts) au profit d'une approche territoriale fondée sur les besoins du secteur agricole dans sa globalité paraît plus ou moins acquise ces dernières années.

### **Un enseignement professionnel presque ou totalement disparu du paysage**

L'enseignement professionnel quant à lui est pratiquement inexistant. Autrefois dévolue à la vulgarisation (alimenter l'appareil public d'encadrement du développement agricole), cette fonction n'a jamais véritablement existé qu'au travers de « *projets ponctuels* » ou « *expérimentaux* » touchant des effectifs réduits.

Aujourd'hui, la vulgarisation, malgré ses discours sur « *le conseil à l'exploitant agricole* », n'a pas pu rompre vérita-

blement avec son passé d'encadrement, notamment en raison du manque de ressources humaines formées à cette nouvelle approche. De fait, l'enseignement se résume essentiellement aujourd'hui à une **transmission de savoirs paysans au sein des familles et entre producteurs : l'« apprentissage familial »** demeure la principale et seule forme d'initiation aux métiers dans plus de 95 % des cas. Malheureusement, il transmet des savoirs et des savoir-faire liés au passé et ne préparant pas aux nécessaires et profondes transformations à conduire.

En matière de formation professionnelle, tout est à inventer, et il faudra être inventif, compte tenu de l'importance des effectifs à former, de la maîtrise des savoirs de base et de la dispersion dans le milieu rural des personnes à former. Les expériences antérieures du système enseignement supérieur-formation technique-vulgarisation ont démontré son inadéquation aux enjeux. Elles sont également mis en évidence l'ampleur de son coût (fonctionnement, investissement), bien souvent incompatible avec les moyens limités des États d'Afrique subsaharienne, surtout si l'on cherche à former un grand nombre de personnes. ■

---

\* Pierre Debouvry est consultant indépendant.